

Maintien de la paix au Mali : « mission impossible » pour l'ONU

Par [Sophie Alary](#), le 27/1/2023 à 06h11

Un rapport soumis au Conseil de sécurité de l'ONU le 27 janvier affirme que la Mission des Casques Bleus au Mali n'est plus « viable ». Pour le Secrétaire général des Nations Unies, il faut renforcer les effectifs ou mettre fin aux opérations.



Dans un rapport qu'il présente ce vendredi 27 janvier au Conseil de sécurité de l'ONU, Antonio Guterres l'affirme sans détour : « *la situation au Mali est intenable, la mission de la Minusma (1) est mise à rude épreuve et il convient d'en revoir le rôle et les responsabilités.* » Le Secrétaire général des Nations Unies formule trois propositions pour la poursuite de la Mission de maintien de la paix des Nations Unies au Mali, alors que le Conseil de sécurité va devoir statuer d'ici juin prochain sur les conditions de son renouvellement.

Le Mali consent à libérer 46 soldats ivoiriens

La première option, pour répondre à une situation sécuritaire qui ne cesse de se dégrader, consiste à augmenter ses effectifs de façon conséquente, de 5 000 à 6 000 personnes supplémentaires. A contrario, si l'effectif des Casques bleus stagne, voire diminue avec le retrait des contingents de plusieurs pays dont la France, la deuxième option engage au retrait des troupes de la Minusma d'une partie du pays. La troisième proposition est plus radicale : « *si les paramètres clés pour que la mission puisse opérer son mandat actuel ne sont pas remplis* », les troupes se retirent et la Mission onusienne se transforme en « *mission politique spéciale* » centrée sur Bamako.

165 Casques Bleus morts au Mali depuis 2013

« *La Minusma est une opération de maintien de la paix là où il n'y a pas de paix à maintenir* », écrit Antonio Guterres. Le rapport évoque le manque de marges de manœuvre des troupes onusiennes, alors que le nombre de victimes civiles a augmenté de 71 % entre 2015 et 2022. Les attaques menées contre les populations locales par les groupes terroristes, les luttes d'influence qui opposent ces derniers et les violences commises par les milices communautaires « *restent une réalité quotidienne* », tout comme les attaques perpétrées contre les Forces de défense et de sécurité maliennes et la Minusma, qui a payé un lourd tribut : 165 morts depuis 2013.

Au Mali, l'ONU poussée de plus en plus vers la sortie

La Minusma a été créée en 2013 en soutien aux accords de paix entre le gouvernement malien et les troupes armées au nord du pays. À partir de 2016, la montée de la violence armée de la part de groupes djihadistes et de réseaux criminels dans le nord et dans le centre du pays a poussé l'État malien à demander à l'ONU d'engager des opérations de combat, ce qu'a refusé le Conseil de sécurité. La Minusma a conservé son mandat de maintien de la paix, de protection des civils et de défense des droits humains.

Privée du soutien de certains pays membres, la mission qui comptait fin 2022 un peu plus de 12 000 militaires et 1 700 policiers, se retrouve dans une situation délicate. « *Incapables de répondre aux attentes de la population malienne et de certains acteurs régionaux, les Casques bleus font l'objet de critiques en permanence* », poursuit Antonio Guterres. La Suède et la France se sont récemment retirées, les troupes anglaises et ivoiriennes vont progressivement se désengager et l'Égypte a signifié, courant 2022, le départ prochain de ses soldats.

Un choix cornélien

Antonio Guterres ne se prononce pas sur l'un ou l'autre des trois scénarios soumis au Conseil de Sécurité, mais il incite le pouvoir malien à poursuivre ses efforts dans la transition politique du pays qui prévoit, après deux coups d'État militaires, le retour des civils au pouvoir en mars 2024.

Mali : les Britanniques annoncent à leur tour le retrait de leurs troupes

Au-delà, l'insécurité alimentaire reste une menace majeure qui résulte à la fois des conflits et des épisodes de changements climatiques. Selon les Nations Unies, 5,2 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire au Mali, seuls la moitié des besoins sont couverts et les violences armées ont provoqué le déplacement d'au moins 440 000 personnes.

Tout en mesurant l'impuissance d'une mission de maintien de la paix « *dans un environnement opérationnel parmi les plus difficiles qu'il soit* », le Secrétaire général de l'ONU conclut sur la « *menace du vide sécuritaire* » dont pourraient se saisir les groupes extrémistes pour reprendre le contrôle d'une plus grande partie du pays.

Sophie Alary

(1) Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali